

CAMPUS

La colère se répand dans les écoles d'architecture

Assemblées générales et blocages se multiplient depuis le mois de février. En cause, un manque de moyens

DARNÉTAL (SEINE-MARITIME) -
envoyé spécial

Talkie-walkie accroché à son bleu de travail, Aristide Echardour monte la garde. Agé de 22 ans, barbe broussailleuse et regard clair, il filtre, lundi 20 mars, les entrées de l'École nationale supérieure d'architecture (ENSA) de Normandie, à Darnétal, près de Rouen. Une nouvelle assemblée générale des étudiants a décidé le blocage de l'établissement. Plus aucun cours n'est dispensé; seuls les étudiants en deuxième année de master sont autorisés, à quelques semaines de la fin de leur cursus, à terminer leurs travaux.

Devant la porte de l'établissement, une ancienne manufacture de bretelles, quelques palettes et trois panneaux de contreplaqué forment un mince rempart. Sur l'un d'eux, l'acronyme des ENSA est détourné: «école nationale sans argent». En février, l'école a repoussé d'une semaine son ouverture après les vacances d'hiver, faute de moyens pour assurer ses cours, entraînant l'incrédulité puis la colère de ses étudiants. Depuis, la contestation a gagné les vingt écoles publiques d'architecture du pays, où les assemblées générales, les blocages et les banalisations des cours se multiplient.

Ce n'est pas la première protestation des ENSA. Le réseau des écoles, qui compte 1736 enseignants, 723 agents administratifs et environ 20 000 étudiants, avait interpellé, dans une lettre de décembre 2019, signée par les directeurs et les présidents d'établissement, Franck Riester, alors à la tête de la culture et ministre de tutelle, sur le manque de moyens à leur dis-

position pour assurer leurs missions, depuis la réforme de leur statut de 2018. Plusieurs rapports ont alors été commandés par la Rue de Valois, l'un à l'Inspection générale des affaires culturelles (IGAC), rendu à la fin de 2020, puis un autre, toujours réalisé par l'IGAC, mais rédigé avec l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (Igesr), publié en décembre 2021.

Les deux inspections ont émis 29 recommandations visant notamment à réorganiser les enseignements, à créer de nouveaux diplômes, à développer l'alternance et le maillage territorial des ENSA... Une gageure pour plusieurs écoles, qui ne parviennent déjà pas à maintenir l'existant. De plus, l'épidémie de Covid-19 a vidé les écoles de leurs étudiants, repoussant à plus tard la bonne application de la réforme de 2018.

Electrochoc

Cette réforme était pourtant très attendue par les ENSA. Elle porte sur deux points essentiels: première nouveauté, la gouvernance est collégialisée et se rapproche du modèle universitaire, avec des instances de représentation des enseignants-chercheurs, d'élus étudiants et de personnels administratifs. Un président du conseil d'administration extérieur à l'établissement est élu, seul le directeur est nommé par le ministère de tutelle. Le second point est le changement de statut des enseignants des écoles d'architecture. Précédemment contractuels, ils sont censés devenir enseignants-chercheurs sur le modèle des universitaires, donc des fonctionnaires, rémunérés par l'Etat, qui bénéficie de décharges horaires pour

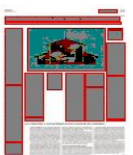
faire de la recherche.

Cette mue vers l'université doit permettre aux écoles d'effectuer de nouvelles missions, comme la création de nouveaux diplômes en partenariat avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, des rapprochements avec l'entreprise en développant des filières en alternance, ou encore attirer des investisseurs avec des projets de recherche. Mais, pour répondre pleinement aux ambitions de cette réforme, «il faut un accompagnement de l'Etat avec des ressources financières et humaines. Il faut de l'ingénierie pédagogique, de l'expertise», liste Caroline Lecourtois, directrice de l'ENSA Paris-La Villette. *Nous n'en disposons pas*. «Concrètement, les écoles d'archi ont récupéré de l'Etat des charges de gestion sans affectation d'emplois administratifs pour les gérer», appuie Raphaël Labrunye, directeur de l'ENSA de Normandie.

Dans l'école de Darnétal, c'est bien le manque de personnel administratif qui a conduit au blocage de l'établissement. Dans un premier temps, le poste de responsable pédagogique est resté vacant pendant des mois. «Le travail a été reporté sur les agents restants», expose M. Labrunye. Ont suivi des départs en congés: les personnels encore présents se retrouvent sous tension, les problèmes d'organisation s'accumulent, des salaires en surmenage sont en arrêt-maladie. A trois jours de la rentrée de février, les emplois du temps des étudiants n'étaient pas finalisés, les inscriptions administratives pas terminées. «On a alors décidé de décaler la rentrée», reconnaît le directeur.

C'est un électrochoc pour les





étudiants comme pour les enseignants. Lors d'une assemblée générale qui fait office de rentrée, la collectivité décide de suspendre les cours. « Nous avons pris conscience de l'ampleur des dégâts », témoigne Camille Zimmermann, 20 ans, en deuxième année de licence. « Si l'école est bien en tension du fait d'un défaut de personnel administratif, nos problèmes sont antérieurs », estime Amaury Renaud, 20 ans, en troisième année. Le jeune homme répertorie les symptômes alarmants des dysfonctionnements : des annulations de voyages pédagogiques, la promesse de projet non réalisé faute de moyens, le manque de chargés de travaux dirigés pour accompagner les étudiants. « A chaque fois que l'on pense avoir touché le fond, on continue de creuser », illustre-t-il.

Avenue de Flandre, dans le 19^e arrondissement de Paris, un ancien entrepôt de céramique a été transformé pour abriter l'ENSA Paris-La Villette. L'établissement compte 2215 étudiants qui, pour réaliser leurs maquettes, disposent en moyenne de moins de 5 mètres carrés d'espace de travail. « Il nous manque 10 000 mètres carrés pour mener à bien nos enseignements », souligne la directrice, qui réclame de longue date, au ministère de la culture, un déménagement vers un site de taille adéquate.

Pour maintenir ses comptes à l'équilibre, Caroline Lecourtois a dû rogner sur le budget de la médiathèque et couper celui consacré aux voyages pédagogiques. En parallèle, douze postes de personnels administratifs manquent à l'appel et le budget de fonctionnement est partiellement avalé par la vétusté des locaux. « Le bâtiment fuit de partout, on ne cesse de faire des travaux », explique-t-elle. Du côté des étudiants, on confirme une mauvaise gestion administrative et un manque d'espace, avec des cours qui se superposent dans le même amphithéâtre

et finissent par être annulés ; des emplois du temps qui débordent sur le week-end ; la difficulté de travailler en mode projet sans espace suffisant.

Révolte générale

Même si la situation des vingt ENSA est hétérogène, « la très forte tension sur les personnels administratifs du fait d'équipes trop réduites est partagée », constate François Brouat, président du collège des directeurs. « Les moyens ne sont pas là ! » résume Vincent Feltesse, président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux et ancien député socialiste.

En réponse à cette révolte générale qui dépasse le simple mouvement étudiant, le ministère de la culture a envoyé, le 10 mars, aux directeurs des ENSA, un courrier de treize pages que *Le Monde* s'est procuré, faisant valoir « l'effort de l'Etat en faveur des ENSA ». Le ministère liste les moyens déployés sans répondre aux problèmes que rencontrent plusieurs établissements sur le terrain.

Concernant le manque d'enseignants, le ministère rappelle que la réforme de 2018 prévoyait la création de 150 postes et se félicite que, cinq ans plus tard, 80 aient été créés ; 70 manquent pourtant encore à l'appel.

A propos de l'investissement de l'Etat par étudiant en architecture, le courrier assure que l'effort est de 11 000 euros, alors que la dépense moyenne par étudiant en France est de 11 580 euros en 2020, et que, selon le rapport conjoint de l'IGAC et de l'Igesr, la dépense moyenne pour un élève architecte est de 8 500 euros en 2021. Même si ces chiffres font désordre pour le ministère, la Rue de Valois encourage ses directeurs à dire à leurs élèves qu'ils bénéficient d'« un effort sans précédent de l'Etat ». « C'est une trajectoire positive qu'il est nécessaire de promouvoir, même si du chemin reste à faire », ajoute-

t-on en conclusion.

Ce n'est pas la vacuité d'une bataille de chiffres et de communication qui inquiète les étudiants en architecture, mais la peur de manquer, faute de moyens, le rendez-vous majeur de leur génération. « La priorité, c'est d'intégrer dans nos écoles les enjeux de la transition climatique », adjure Théo, 19 ans, étudiant en première année de l'ENSA de Versailles. *Il faut travailler sur l'organisation des villes, la construction des bâtiments, la mobilité, le lien entre agriculture et urbanisme. Ce sont des questions centrales pour lutter contre le réchauffement climatique et habiter le monde. Pour ça, nous avons besoin d'investissements massifs dans la recherche.*

Si les enseignements des ENSA évoluent et intègrent l'écoconstruction ou l'intelligence artificielle, cela reste, pour nombre d'étudiants, très éloigné des enjeux actuels. « Par manque de moyens, les futurs architectes sont exclus de cette mission qu'est la lutte contre le réchauffement climatique, alors que le bâtiment est ce qui pollue le plus et que nous pourrions en être des acteurs majeurs », regrette Amaury Renaud, de l'ENSA de Normandie. Comme l'a écrit le ministère de la culture aux directeurs d'ENSA, « du chemin reste à faire ». ■

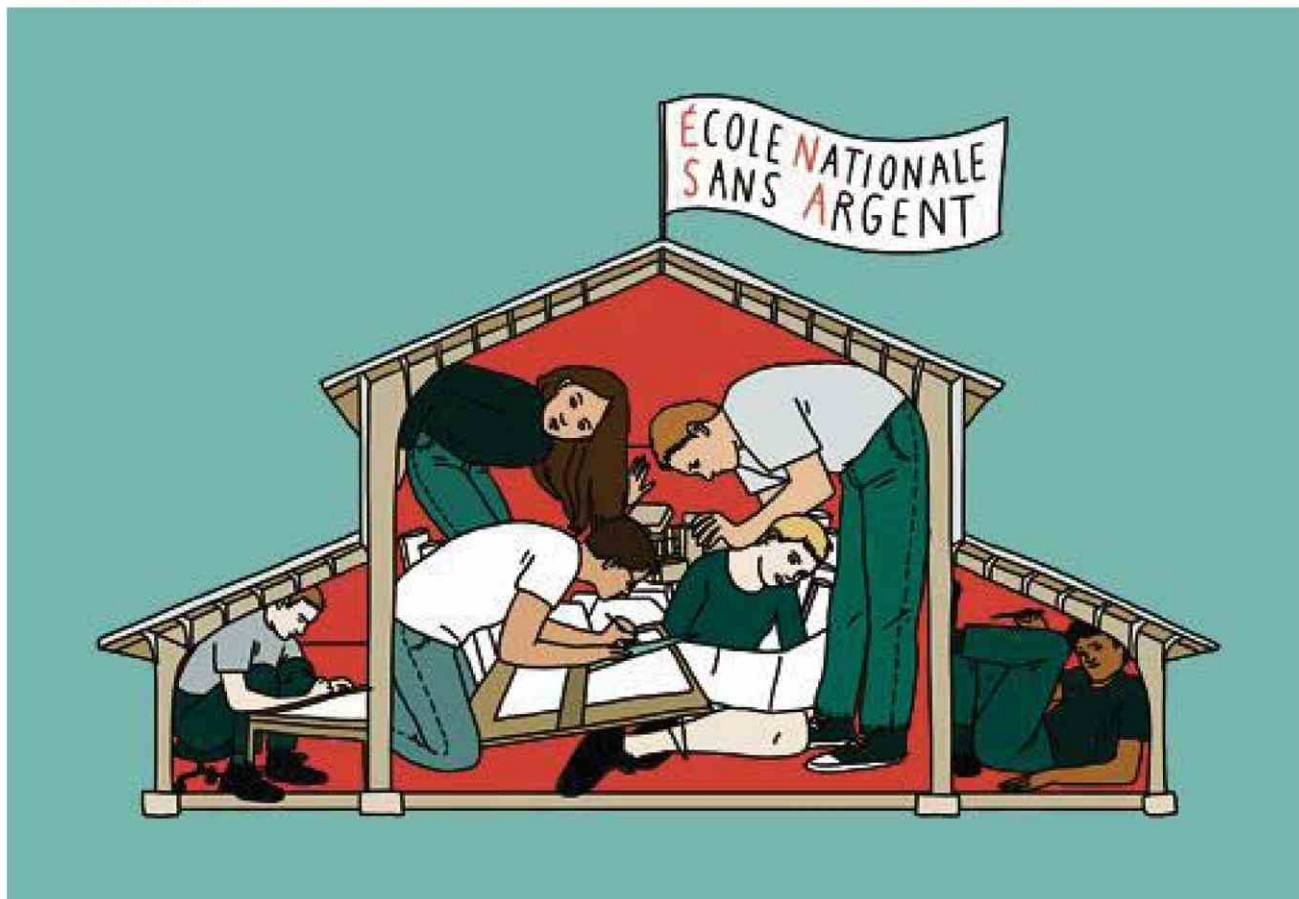
ÉRIC NUNÈS

Les personnels encore présents se retrouvent sous tension, les problèmes d'organisation s'accroissent, des salariés en surmenage sont en arrêt maladie



« Il nous manque 10 000 mètres carrés pour mener à bien nos enseignements »

CAROLINE LECOURTOIS
directrice de l'ENSA
Paris-La Villette



ANNA WANDA GOGUSEY

